



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 16 – 29 avril 2021

🔗 Sommaire

Fait marquant

- 🔗 Le RU ouvre la voie à la circulation des véhicules autonomes

Climat & énergie

- 🔗 *The Guardian* liste les gagnants et perdants de la transition bas carbone au RU
- 🔗 *Shell* et *BP* sont de nouveau bénéficiaires
- 🔗 Le RU souhaite attirer des fonds étrangers pour financer la transition bas carbone

Environnement

- 🔗 Plus de la moitié des britanniques seraient en faveur d'une taxe sur les activités les plus polluantes
- 🔗 Le RU a participé au lancement de la coalition *Lowering Emissions by Accelerating Forest Finance*

Industrie

- 🔗 Le groupe chinois *Geely* investit 2,5 Md£ dans le constructeur automobile britannique *Lotus*
- 🔗 Le RU remplace la France en tant que 2ème marché européen pour les ventes de véhicules électriques au 1er trimestre
- 🔗 Le groupe spatial français *Eutelsat* prend une participation dans l'entreprise *OneWeb*

Transport

- ✦ *British Airways* souhaite faire voler 10 % de ses avions grâce aux biocarburants d'ici 2030
- ✦ Le *Treasury* demande une réforme de la tarification routière (pour supporter le coût de la transition aux véhicules électriques)
- ✦ Un rapport remis à la commission des Transports de la Chambre des Communes plaide pour la mise en place d'une taxation au kilomètre
- ✦ Le nouveau régime de déplacement à l'étranger devrait être précisé le 7 mai

Fait marquant

Le RU ouvre la voie à la circulation de véhicules autonomes

[Le ministère des Transports \(DfT\)](#) a indiqué le 28 avril que les véhicules autonomes pourraient être autorisés à circuler sur les routes britanniques dans le courant de l'année. A la suite [d'une large consultation](#) publique lancée en août 2020, le Gouvernement s'apprête à autoriser la circulation des véhicules équipés du système *Automated Lane Keeping System (ALKS)*, qui permet la circulation des véhicules sur une voie tout en assurant une distance de sécurité minimale entre eux. Le Gouvernement a toutefois précisé que l'utilisation du mode autonome de ces véhicules, qui devront être homologués au RU, ne pourra se faire que dans un trafic lent (moins de 60 km/h) et uniquement sur autoroutes. L'objectif affiché est d'améliorer la sécurité routière en réduisant les erreurs individuelles, à l'origine de 85 % des accidents et du décès de 3 900 personnes en moyenne chaque année. Cette décision permettrait également de réduire les embouteillages ainsi que les émissions de CO2 associées. Selon le *DfT*, 38 000 emplois pourraient être créés d'ici à 2035 pour ce marché estimé à 45 Md£. La secrétaire d'Etat aux Transports Rachel McLean a indiqué que cette décision représentait une avancée importante pour le déploiement des véhicules autonomes au RU, alors qu'une [autre consultation](#) vient d'être lancée pour amender le code de la route et créer un cadre légal pour la circulation de ces véhicules.

Graphique et chiffre de la semaine

60,7

C'est le niveau, en avril, de l'indice [IHS Markit / CIPS Flash UK Manufacturing PMI](#), qui mesure la performance de l'industrie au RU, soit un record depuis juillet 1994.

[IHS Markit](#) (cf. graphique infra) montre une nette divergence dans les performances et l'optimisme en matière d'exportations entre les grands fabricants et les petits producteurs

britanniques : alors que les grandes entreprises atteignent un niveau d'optimisme record depuis sept ans, le sentiment a baissé dans les petites et moyennes entreprises.

UK manufacturing export orders by company size



Climat et Energie

The Guardian liste les gagnants et perdants de la transition bas-carbone

Prenant en compte le montant d'investissements publics et privés et le nombre d'emplois créés, [The Guardian](#) estime que la transition bas-carbone au RU profiterait d'abord aux producteurs de batteries électriques et aux professionnels des technologies de capture et de stockage du carbone. Les usines de recyclage des déchets, ainsi que les professionnels de la construction et de l'habitat bas carbone seraient également favorisés. A l'inverse, d'autres secteurs comme l'industrie pétrolière et gazière en Mer du Nord, les raffineries de pétrole, les centrales nucléaires et le secteur aérien seraient parmi les plus affectés par une transition bas carbone rapide. La demande de pétrole brut et de carburants pourrait en effet baisser plus vite que prévu à l'horizon 2035, alors que les taxes sur les activités émettrices pourraient augmenter au cours de cette même période. Selon le journal, dans le domaine nucléaire, les porteurs de projets pourraient se tourner davantage vers la construction de petits réacteurs modulaires, en cours de développement chez *Rolls-Royce*, plus simples à construire et dans des délais plus rapides que les centrales.

Shell et BP sont de nouveau bénéficiaires

Pour la première fois depuis le début de la pandémie, [Royal Dutch Shell et BP devraient faire des bénéfices au premier trimestre 2021](#) grâce à la hausse de la demande et du prix du baril de pétrole, qui pourrait continuer d'augmenter, selon l'Agence Internationale de l'Energie, en raison du fort rebond de la croissance économique mondiale. Le secteur du pétrole et du gaz peine toutefois à rassurer les investisseurs quant à sa capacité à adopter un nouveau modèle économique, basé sur la production d'énergies décarbonées, qui soit aussi rentable. Gordon Gray, responsable du secteur hydrocarbures chez HSBC, estime qu'il faudra des années avant que les activités à faibles émissions soient suffisamment importantes dans le portefeuille des géants pétroliers pour convaincre les investisseurs de leur potentiel financier. Dans le même temps, les volumes de production de BP devraient par exemple chuter de 40 % d'ici 2030. Pour *The Guardian*, le retour de la demande et l'augmentation des prix pourraient constituer, au cours des prochaines années, la « dernière fanfare des combustibles fossiles » (« *a final fanfare for fossil fuels* »).

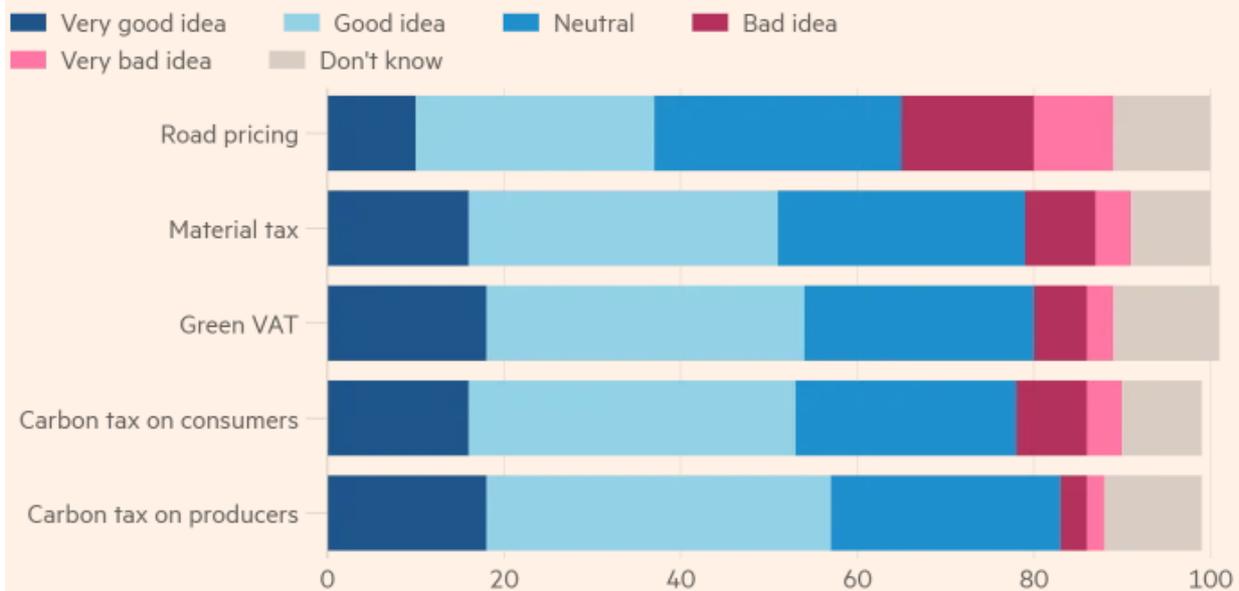
Environnement

Plus de la moitié des britanniques seraient en faveur d'une taxe sur les activités les plus polluantes

Selon [un sondage](#) du think tank *The Green Alliance* réalisé en lien avec l'agence de recherche *Britain Thinks* auprès de plus de 2 000 personnes, [plus de la moitié des britanniques soutiendraient une plus grande taxation des activités polluantes](#). Différentes mesures fiscales ont été proposées (cf. graphique infra). 40 % des personnes interrogées se disent favorables ou très favorables à une taxation du secteur routier, alors qu'elles sont 60 % à soutenir une taxe carbone pour les industries les plus émettrices. Les auteurs du rapport considèrent que le système fiscal britannique n'est pas adapté à l'urgence climatique s'agissant notamment du taux de TVA, qui ne fait aucune distinction entre les activités polluantes et non polluantes. Ils appellent à une grande réforme fiscale tournée vers la transition bas carbone. Le rapport invite également le Gouvernement à s'appuyer sur ce soutien populaire pour définir une politique fiscale efficace et juste socialement. Le *Treasury* doit préciser dans les prochaines semaines comment il compte financer cette transition via la publication de la *Net Zero Review* alors qu'un [rapport de la Commission des Comptes Publics du Parlement](#) pointe du doigt l'absence de plan clair du *Treasury* en matière de fiscalité pour atteindre la neutralité carbone.

The British public are generally in favour of green taxes

% of responses*



*Note - figures may not add to 100 due to rounding

Source: Green Alliance. Survey by Britain Thinks conducted online between 26 and 28 March 2021. Participants were nationally represented, from all four UK nations.

© FT

Le RU a participé au lancement de la coalition *Lowering Emissions by Accelerating Forest Finance*

Le RU, les Etats-Unis, la Norvège et plusieurs grandes entreprises (*Amazon, Nestlé, Airbnb, Bayer, Unilever, McKinsey, etc.*) ont [lancé la coalition LEAF](#) (*Lowering Emissions by Accelerating Forest Finance*) à l'occasion du *Leaders' Summit on Climate*, organisé par la Maison Blanche le 22 avril. Boris Johnson, John Kerry et des membres du *World Economic Forum* et de l'ONU, ont salué l'initiative, qualifiée de plus important partenariat public-privé en matière de conservation des forêts tropicales. La coalition *LEAF*, établie notamment à la suite des travaux du [World Resources Institute](#), a pour ambition d'inverser la déforestation en zone tropicale. Celui-ci a récemment révélé que [la déforestation en zone tropicale avait augmenté de 12 %](#) entre 2019 et 2020. La plateforme doit permettre de soutenir financièrement les États et les collectivités locales ayant l'ambition de réduire la déforestation tropicale, et ses versements seront également conditionnés à la réduction préalable d'émissions carbone. Coordonnée et administrée par l'organisation américaine à but non-lucratif *Emergent*, *LEAF* s'engage également à veiller au respect des droits des communautés autochtones.

Industrie

Le groupe chinois Geely investit 2,5 Md£ dans le constructeur automobile britannique Lotus

L'entreprise chinoise Geely, principal actionnaire de Lotus depuis 2017 et du constructeur suédois Volvo va effectuer un [investissement de 2,5 Md£](#) pour permettre au constructeur de voitures de sport Lotus de développer des véhicules électriques au RU et d'augmenter massivement sa capacité de production. Lotus a annoncé qu'il ne vendrait plus que des voitures électriques d'ici 2028, son dernier modèle thermique devant être lancé cet été. Cet investissement devrait conduire à tripler la capacité de production de l'usine britannique d'Hethel, qui devrait recruter 150 personnes d'ici à la fin de l'année, tandis que 125 autres devraient être embauchées à Norwich et 100 supplémentaires dans le centre de recherche du groupe sur les batteries situé près de Warwick. Lotus entend développer son partenariat avec Alpine (Renault) mais doit encore trouver un partenaire pour faire fabriquer les batteries qui équiperont ses voitures de sport électriques. L'entreprise va également construire une nouvelle usine à Wuhan (Chine) destinée à la production de véhicules SUV électriques, appelés à devenir les principales ventes du groupe, de sorte qu'au niveau global, la production de Lotus devrait, selon sa direction, passer de moins de 1 400 véhicules l'année dernière à des dizaines de milliers.

Le RU remplace la France en tant que 2ème marché européen pour les ventes de véhicules électriques au 1er trimestre

[Environ 31 800 voitures électriques à batterie ont été vendues en Grande-Bretagne au cours du 1er trimestre 2021](#), soit une part de marché de 7,5 %, presque deux fois supérieure à celle du 1er trimestre 2020 (3,8 %), et dépassant ainsi la France (30 500 voitures vendues) pour devenir le deuxième marché européen de la voiture électrique après l'Allemagne (64 700 ventes). L'analyste [Matthias Schmidt](#) estime que les constructeurs devront augmenter leurs ventes de voitures électriques rechargeables au RU au cours d'une "année décisive" pour se conformer aux nouvelles limites d'émissions. En effet, les règles concernant la moyenne maximale d'émissions de CO₂ des voitures vendues par les constructeurs en vigueur au RU reprennent celles de l'UE, mais les constructeurs automobiles ne seront plus en mesure de compenser les ventes de SUV au RU par celles de modèles moins polluants vendus dans d'autres pays. Ainsi, selon M. Schmidt, des constructeurs tentent de promouvoir la vente de modèles moins polluants au RU : à la fin du mois de mars, le constructeur allemand de voitures haut de gamme BMW a ainsi baissé le prix de son modèle électrique i3 afin qu'il respecte le plafond d'éligibilité aux subventions gouvernementales pour l'achat de véhicules électriques, récemment abaissé à 35 000 £.

Le groupe spatial français *Eutelsat* prend une participation dans l'entreprise *OneWeb*

Le groupe français Eutelsat a annoncé le 27 avril avoir pris une participation de 24 % (pour un montant de 550 M\$) dans le capital de *OneWeb*, qui avait fait l'objet l'été dernier d'un rachat conjoint par l'Etat britannique et le groupe indien Bharti, alors controversé au RU. Kwasi Kwarteng, le ministre en charge de l'industrie, a estimé que l'arrivée d'Eutelsat constituait un vote de confiance dans le projet : « L'investissement d'aujourd'hui est un autre pas de géant pour *OneWeb* dans la réalisation de son ambition de fournir une connectivité globale à large bande autour du globe ». Pour mémoire, *OneWeb* ambitionne de déployer une constellation de 600 satellites en orbite basse qui doit fournir une couverture Internet à haut débit, y compris dans des zones isolées. Neil Masterson, directeur général de *OneWeb*, a déclaré que l'entreprise disposait désormais de 80 % des fonds nécessaires au financement de sa première génération de satellites, dont 30 % sont déjà dans l'espace.

Transport

Flash – *British Airways* souhaite faire voler 10 % de ses avions grâce aux biocarburants d'ici 2030

Un rapport remis à la commission des Transports de la Chambre des Communes plaide pour la mise en place d'une taxation au kilomètre

Un rapport de l'association à but non lucratif *Greener Transport Solutions* remis à la Commission des Transports de la Chambre des Communes propose la [mise en place d'un nouveau système de taxation de l'usage des routes fondé sur la distance parcourue](#), permettant de taxer les propriétaires de véhicules électriques, qui contribuent faiblement aux recettes fiscales, notamment du fait de l'absence de consommation de carburants. Le développement de la mobilité électrique pourrait en effet créer un trou dans les finances publiques de l'ordre de 40 Md£ chaque année à partir de 2030, à cadre fiscal inchangé : le *Treasury* perçoit chaque année un peu plus de 40 Md£ en taxes sur les véhicules, dont 28 Md£ proviennent des droits sur les carburants (*fuel duty*), 6 Md£ de la TVA sur les carburants et 6,5 Md£, des droits d'accise sur les véhicules (DAV); or, les conducteurs de voitures électriques ne paient à ce stade ni de *fuel duty* ni de droit d'accise. Une telle réforme, évoquée par le *Treasury* en novembre 2020, permettrait également de limiter le déploiement trop rapide de véhicules électriques qui pourrait conduire à une augmentation de 30 % de la congestion automobile. Le rapport de *Greener Transport Solutions* préconise d'introduire à partir de 2030 une redevance moyenne de 2 pence/km pour les voitures, 3 pence/km pour les camionnettes et 6 pence/km pour les camions, ainsi qu'une taxation additionnelle tenant compte du niveau d'émissions. Le rapport propose d'anticiper la mise en place du nouveau système en encourageant dès 2023 les achats de véhicules électriques avec une remise de 30 % sur le prix du véhicule en échange d'un engagement des propriétaires à

appliquer la nouvelle taxation. L'agence indépendante [Office of Rail and Road \(ORR\)](#) pourrait être en charge de la déclinaison de la réforme.

Le RU souhaite attirer des fonds étrangers pour financer la transition bas carbone

Dans un entretien accordé au [Financial Times](#), le ministre pour l'Investissement (Gerry Grimstone) a indiqué être en discussion avec des fonds souverains et de pension étrangers pour attirer des investissements dans les infrastructures et secteurs regardés comme étant prioritaires par le Gouvernement, en particulier les énergies vertes (construction de fermes éoliennes *offshore*, d'usines de batteries dites *gigafactories*). Les fonds souverains singapouriens (*Temasek Holdings* et *GIC*), ainsi que des fonds de pension canadiens et australiens seraient déjà en discussion avec le Gouvernement. Ces investissements pourraient notamment intervenir aux côtés de la nouvelle [UK Infrastructure Bank](#). En écho aux discussions en cours au Parlement sur le projet de loi relatif à la mise en œuvre d'un nouveau mécanisme de filtrage des investissements (*National Security and Investment bill*), M. Grimstone a souligné le besoin de vérifier via une procédure de « *due diligence* » les caractéristiques des investisseurs et des projets proposés. Pour mémoire, un *Office for Investment*, destiné à attirer les grands investissements étrangers, avait été créé en novembre dernier. Enfin, le ministre a confirmé la création d'un nouvel « *Investment Council* » chargé de conseiller le Gouvernement sur la manière d'attirer des fonds au Royaume-Uni. Il se réunira deux fois par an sur une base ad hoc et opérera aux côtés de l'*Office for Investment*. Il sera composé de 40 chefs d'entreprise et investisseurs étrangers, dont les PDG d'*HSBC*, *Santander UK*, *Tata Sons*, et *GIC*.

Le nouveau régime de déplacement à l'étranger devrait être précisé le 7 mai

Le Gouvernement britannique devrait annoncer la semaine prochaine (*a priori* le [7 mai](#)) le classement des pays dans les différentes catégories prévues par les [recommandations de la Global Travel Taskforce](#), qui conditionnent les exigences à l'entrée sur le territoire britannique en matière de test et d'isolement. Les médias spéculent sur les pays et îles qui pourraient figurer sur la « liste verte » dès le 17 mai (qui pourrait, selon plusieurs articles, comprendre une trentaine des destinations au total), la quasi-totalité de l'Europe étant attendue sur liste orange (nécessitant un isolement à l'entrée sur le territoire britannique) en raison de la situation sanitaire. Ce processus sera réexaminé le 28 juin, le 31 juillet puis le 1^{er} octobre 2021, la liste pouvant en outre être revue en fonction de l'évolution de la situation sanitaire nationale et internationale. A moins de trois semaines de la réouverture des voyages internationaux, les acteurs des transports relèvent plusieurs freins potentiels à la reprise du trafic :

- Le coût élevé des tests exigés à l'entrée au RU (qui s'élève actuellement à 130 £ en moyenne au RU) ; une exemption de la TVA serait à l'étude par le *Treasury*, qui pourrait faire passer le coût des tests PCR les plus abordables (proposés par certaines compagnies aériennes dans le cadre de packages) à [moins de 50 £](#).
- La lourdeur des processus de contrôle documentaires au passage des frontières, qui entraîne des retards importants, pouvant aller [jusqu'à 6 heures à l'arrivée des passagers à Heathrow](#). Afin de faciliter le traitement des passagers, une numérisation du *Passenger Locator Form* exigé par les autorités britanniques serait en préparation, qui permettrait

notamment d'assurer que les réservations des tests Covid sont valides et de réduire ainsi les temps de contrôle, mais cette évolution pourrait ne pas être prête dès le 17 mai.

- Les [risques de divergence entre la liste verte et les recommandations du ministère des affaires étrangères \(FCDO\)](#), établies en fonction d'autres paramètres, qui pourraient créer de la confusion pour les *tours operators* et les voyageurs.
- Les risques de complexité en cas d'absence de coordination ou de reconnaissance mutuelle des certificats, notamment entre le RU et les différents pays de l'Union européenne.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres

Rédacteurs : Margot Bloch, Gautier Houel, Inès Urman, revu
par Stanislas Godefroy

Pour s'abonner : londres@dgtrésor.gouv.fr